

[Français]

Monsieur le Président, ce qu'il reste à faire au gouvernement canadien, c'est de joindre le geste à la parole. Je ne peux blâmer le gouvernement canadien pour ce qui a été dit à ce jour. Je pense que le gouvernement, par la voix du premier ministre (M. Mulroney) et par la voix du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), et même par celle du vice-premier premier ministre (M. Nielsen) . . . ils nous ont donné le ton pour autant qu'on peut parler de la situation en Afrique du Sud. Ce qui manque, ce sont des gestes plus directs, des actions plus concrètes pour joindre le geste à la parole, pour soutenir une rhétorique ronflante qui, à moins d'être appuyée de gestes concrets, risque de sembler être un discours qui ne vise qu'à améliorer l'image de celui qui le tient.

[Traduction]

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je tiens à dire dès le départ, sans vouloir causer de problème, je l'espère, que je déplore l'absence, involontaire je le reconnais, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark). C'est regrettable, et j'admets qu'il est parti sans avoir pu apprendre que ce débat aurait lieu. Je crois cependant qu'il aurait été très utile pour lui et pour nous qu'il puisse prendre part lui aussi au débat d'aujourd'hui.

Le débat a trait à la société mondiale dans laquelle nous vivons. Il ne porte pas sur une chose qui se passe à des milliers de milles d'ici, mais sur les inquiétudes que ressentent la majorité des Canadiens devant la façon dont la société sud-africaine évolue.

Je commencerai par citer l'évêque Desmond Tutu. Il a été cité bien souvent par beaucoup de monde, et je doute qu'il existe une personnalité mondiale qui soit non seulement aussi étroitement identifiée à la situation mais qui en ait une connaissance aussi profonde et aussi personnelle. Voici ce qu'il a dit:

Nous devons reconnaître que l'apartheid est la cause première de la violence en Afrique du Sud. Je veux parler de la violence du système des travailleurs migrants, celle des détentions sans procès, celle qui condamne les enfants à la faim, celle qui arrête la croissance intellectuelle et spirituelle—l'apartheid est un régime néfaste et immoral qu'il faut détruire.

Je soutiens à la Chambre et à tous les Canadiens que ceux qui entendent les paroles de Desmond Tutu doivent se faire un devoir d'agir avec toute la force qu'ils possèdent pour faire en sorte que cet ardent et sincère plaidoyer ne passe pas sous silence. Pour cette raison, je veux féliciter le député qui a demandé le débat d'urgence. Lorsque ce débat a été annoncé pour aujourd'hui, j'ai ressenti une grande fierté à l'idée que la Chambre des communes ait enfin la possibilité d'aborder la question. Je remercie le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) d'avoir demandé ce débat.

Il est bien que le gouvernement du Canada ait pris les devants dans la recherche de solutions au problème de l'apartheid. Cependant, cela étant dit, je ne voudrais pas donner l'impression que moi-même ou quiconque dans mon parti jugeons les mesures prises suffisantes, compte tenu de

Article 29 du Règlement

l'ampleur du problème. Nous estimons plutôt que ces mesures ne peuvent être que provisoires et qu'elles resteront pour ainsi dire sans aucun effet. Elles ne reflètent pas l'engagement qui, me semble-t-il, a été pris par notre premier ministre (M. Mulroney), et ne correspondent pas aux convictions exprimées avec tant de ferveur par notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je crois pouvoir affirmer sans me tromper qu'elles ne reflètent pas les souhaits de la très grande majorité des députés et qu'elles ne sont vraiment pas à la hauteur de ce qui, de l'avis de l'opposition, devrait être fait maintenant.

Je crois que nous ne pourrions nous satisfaire de rien de moins que nos meilleurs efforts. Lorsque Desmond Tutu parle de l'Afrique du Sud, il en parle en parfaite connaissance de cause et avec une passion inégalée.

J'ai lu une interview accordée par Mgr Tutu. Le titre en était: «La vision de Mgr Tutu: une nation qui ne connaît pas la haine». Mgr Tutu déclarait que l'Afrique du Sud pourrait devenir une plaque tournante du continent africain. Je désire lire une partie de cette interview pour que les personnes qui suivent le débat ou qui en liront le compte rendu comprennent de quoi il parle, gardant à l'esprit sa définition de l'apartheid. Il a déclaré ceci:

Pouvez-vous imaginer à quoi ressemblera l'Afrique du Sud lorsque nous ne consacrerons pas autant de temps, d'argent et d'énergie à défendre l'apartheid ou à nous y opposer, lorsque nous mobiliserons toutes ces énergies pour le bien de ce pays? Il n'y aura plus de procès pour trahison. Il n'y aura plus de prisonniers politiques. Il ne faudra plus consacrer autant d'argent à la défense.

Imaginez un peu le sentiment général de soulagement que vous éprouverez à l'idée de pouvoir envoyer votre enfant dans n'importe quelle école si vous en avez les moyens. Vous pourrez vivre n'importe où si vous en avez les moyens. Vous pourrez participer au processus de prise de décisions parce que vous serez citoyen.

Je voudrais que les Canadiens se demandent s'ils vivraient dans un pays où l'on ne jouit pas de ces libertés. Accepteraient-ils que le gouvernement du Canada essaie, comme en 1948, de créer une scission dans ce pays en fonction de la race? Si le gouvernement de ce pays décidait de refuser d'accorder aux citoyens les droits dont rêve l'évêque Tutu, ce serait la révolution.

Il faut comprendre la nature du problème et le sentiment de frustration qu'éprouvent les noirs d'Afrique du Sud. L'apartheid est une erreur, c'est un mal, et il faut qu'il cesse. Si cela veut dire que les Canadiens doivent faire un petit sacrifice, il faut le faire. Si cela signifie qu'il faut s'imposer de petites restrictions, il faut s'y mettre dès maintenant.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre que de nouvelles émeutes dans les rues, la désobéissance civile et finalement une révolution totale nous fassent comprendre que nous avons des obligations vis-à-vis de ces gens, que nous devons les défendre et utiliser tous les moyens dont nous disposons. C'est de cela que nous parlons aujourd'hui. C'est de cela que parlaient le député de Winnipeg—Fort Garry et ma collègue, la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett), et aussi, mais sous un angle quelque peu différent, la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall).